

de l'Association Internationale des Travailleurs



L'EUROPE DE ROSTOCK...

L'organisation syndicale

Mouvement ouvrier et anarchistes en Russie...

Editorial

G ENÈVE, 9 novembre 1932. L'armée suisse tire sur la foule rassemblée pour une manifestation antifasciste, faisant 13 morts et une centaine de blessés. Les manifestants dénonçaient la provocation d'un parti d'extrême-droite: l'union nationale de Georges Oltramare qui prétendait faire une parodie de procès aux "sieurs Nicole et Dicker" des dirigeants du parti socialiste genevois.

A cette époque, la crise économique mondiale, qui avait débuté en 1929, commence à toucher la Suisse. En deux ans, entre 1930 et 1932, les exportations de l'industrie des machines tombent de 332 à 134 millions de francs. Dans le textile, elles passent de 555 à 165 millions, la crise atteint aussi le secteur de la construction...

Pour sauvegarder leurs bénéfices, les patrons licencient et décident de baisses de salaire allant jusqu'à 15% dans certains secteurs. Pour donner le bon exemple, le Conseil fédéral, quant à lui, baisse les salaires de son personnel de 7,5%.

Les mouvements d'extrême-droite essayent alors, par des discours nationalistes teintés d'anti-capitalisme, de canaliser le mécontentement. A l'époque, le mouvement ouvrier, dans les grandes villes suisses, ne s'en laisse pas compter et fait face à ces démagogues.

Prenant le pouvoir en Allemagne en 1933, Hitler montre vite quels sont ses véritables ennemis en commençant par interdire et détruire les organisations des travailleurs. Il pouvait alors compter sur l'appui de la droite "modérée". En février 1933, la Neue Zürcher Zeitung (grand quotidien zurichois) applaudit les succès du nazisme.

En fait, 1932 fut une période charnière pour les travailleurs de ce pays. Certains leaders syndicaux allaient progressivement introduire une nouvelle culture politique dans un mouvement plutôt porté sur l'action directe, les grèves...

La FOMH (actuellement FTMH) tente, déjà à l'époque, de devenir un partenaire permanent du patronat, en offrant en échange de concessions des tous ordres. Un exemple: en mai 1932, à Zürich, ce syndicat combat une grève des installateurs en chauffage, contre la baisse des salaires, organisée par l'opposition syndicale révolutionnaire.

Sur le plan politique, c'est le début des prises de responsabilités du parti socialiste qui divisent immédiatement le mouvement ouvrier. En juin 1932, le conseil municipal "rouge" de Zürich fait dissoudre une manifestation de grévistes; l'intervention de la police fait un mort parmi les manifestants.

En 1935, le parti socialiste approuve le principe de la défense nationale, suivit en 1936 par le parti communiste...

L'idéologie qui commence à prévaloir et qui mènera à la convention de paix du travail en 1937, c'est "sauvons notre économie nationale, sauvons la patrie". L'industrie d'armement premettra, dès 1936, la relance de l'économie mondiale, en particulier en Suisse. On connaît la suite...

Quand on observe les atermoiements des secrétaires syndicaux d'aujourd'hui, il n'est peut-être pas inutile de se rappeler d'où ils viennent. Le système de pensée qui s'est mis en place dans les années '30, n'est pas mort. Au contraire, la débâcle actuelle des "mouvements" contre l'austérité est la suite logique de toutes ces années de compromission et de démobilisation du mouvement ouvrier.

Alors si nous ne voulons pas que l'histoire se répète, peut-être faudrait-il envisager de changer de disque?

L'AFFRANCHI

Périodique des Amis de l'AIT

Editeur responsable André Bösiger

Pour toute correspondance



Réflexions Sociales Case postale 213 1000 Lausanne 6 Ouchy

ABONNEMENTS

5 numéros 15 frs. (60 FF)

Versement à André Bösiger ccp 12-17661-5 1227 Carouge

Genève 9 novembre 1932 un témoin se souvient

un moment, les soldats vinrent se mélanger à la foule, à la file indienne, le fusil à l'épaule, au lieu d'avoir la baïonnette au canon. Certains d'entre-eux se virent confisquer leur fusil ou même le donnèrent volontairement pour qu'on le brise sur le trottoir. Il n'y eu pas un seul horion d'échangé, bien que le colonel Lederrey se soit fait également barboter son revolver. Soudain, un coup de clairon retentit pour faire revenir la troupe et on la fit mettre en rang devant le Palais des Expositions, les uns

couchés, les suivants à genoux, puis les derniers debout, tous fusils pointés. Brusquement on leur donna l'ordre de tirer et ce fut le massacre, provoquant treize morts et cent blessés. Il aurait pu y avoir davantage de victimes sans l'intervention de Lucien Tronchet; il n'avait pas hésité à entrer dans la salle où les fascistes étaient assemblés et s'étant rendu que compte toute contradiction serait impossible, il était revenu parmi la foule. S'étant hissé sur l'une des automobiles qui se trouvait là, il pu voir les préparatifs du massacre; il cria alors au rassemblement: «Retirez-vous! Retirez-vous!» et quand l'ordre de tirer fut



LE GROUPE ANARCHISTE DE GENÈVE - 1933 DÉFILÉ DU PREMIER MAI

donné, il lança le cri: «Couchez-vous! Couchez-vous!» et eu à peine le temps de se laisser choir lui-même derrière l'automobile. (...)

La plupart des victimes furent des sympathisants, des badauds ou des curieux qui se tenaient en arrière de la manifestation, sans y avoir un rôle actif. Ainsi, mon meilleur copain de l'époque, Melchior Allemann, chauffeur à l'hôtel Carlton et, à l'occasion, musicien participant à des concerts symphoniques au Café de l'Europe, rue du Cendrier, se trouvait à mes côtés, boulevard du Pontd'Avre, là où maintenant il y a un grand magasin de meubles en cuir. Lorsque nous avons entendu les premiers

coup de feu, nous avons cru que les soldats tiraient à blanc; tout d'un coup, Melchior, qui tenait d'une main sa moto, me montre son autre main ensanglantée. A peine eut-il le temps de se retourner qu'il était touché en pleine tête et tué sur le coup.

Notre émotion était grande, on se réunit au local de la FOBB et on pensa à lancer la grève générale. Les autres syndicats se dirent d'accord, à condition que ce soient les politiques, c'est-à-dire les socialistes, qui lancent le mot d'ordre. Ils allèrent voir Léon Nicole, lequel

ne voulut prendre de décision, expliquant qu'il lui fallait consulter les autres dirigeants du parti, absents alors de Genève; il promit de prendre la décision pour le lendemain matin. Il n'en eu pas le loisir, car il fut arrêté chez lui au petit matin, à 6 heures, alors qu'il prenait son bain.

En fin de compte, seul le bâtiment fit une grève générale de protestation de vingtquatre heures. Les tramelots s'y joignirent, bien forcés, car nous avions coupé les cordelettes indispensables à la marche des trams. (...)"

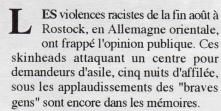
> André Bösiger Souvenir d'un rebelle Canevas Editeur - 1992

En marge du

L' Europe... de Rostock à Gibraltar



Les Amis de l'AIT



D'aucuns ont cru voir dans ces événements le retour des vieux démons. On a évoqué l'absence de tradition démocratique d'un pays, passé sans transition du nazisme au totalitarisme bolchévique... Et l'on a oublié l'essentiel: l'avenir radieux du capitaliste n'a pas tenu ses promesses.

La chute du mur a mis en faillite de façon quasi immédiate les trois quarts des industries de l'ex-RDA. Sur les 10 millions d'actifs que comptaient ce pays 1,4 millions sont désormais chômeurs, 900'000 sont en "stages", 750'000 en préretraite, et le mouvement se poursuit. Le secteur agroalimentaire qui compte 1,2 millions de salariés devrait perdre 70% de ses emplois d'ici 1994. A la fin de cette année il ne restera que 100'000 salariés sur les 880'000 que comptaient le secteur agricole en 1989, etc.

Les femmes, les jeunes et les plus âgés qui bénéficiaient d'une relative protection dans l'ancien régime sont les plus touchés. Au nom du principe "ça existe si ça rapporte" les crèches bon marché ont disparu. On assiste à une baisse spectaculaire des naissances (12,9 pour mille en 1988 à 6,6 pour mille en 1991) Ce chiffrelà, à lui seul, témoigne de la configure que les citoyen(ne)s ont désormais dans l'avenir... Aujourd'hui des jeunes femmes sans enfant se font stériliser pour trouver un emploi.

Contrairement aux promesses faites, les firmes allemandes n'investissent pas dans l'ancienne RDA. Elles préfèrent augmenter leur production à l'Ouest, ce qui renforce encore les différences entre les deux sociétés. Par contre elles inondent le marché de l'Est de leurs produits, ruinant ainsi les entreprises locales... Avec la consommation de ces marchandises de l'Ouest, une bonne part de l'aide financière apportée par le gouvernement allemand aux chômeurs, stagiaires... de l'ex-RDA finit dans les caisses des grandes firmes allemandes (Siemens, BMV...).

L'Allemagne orientale est en train de se déstructurer, elle se vide de ses travailleurs les plus qualifiés et les plus audacieux. Les trois quarts des chercheurs de Berlin-Est, par exemple, sont passés à l'Ouest. Médecins, infirmières, scientifiques, ingénieurs... tous ceux qui ont une bonne formation s'en vont. Entre 5% et 7% de la population totale est déjà partie tenter sa chance à l'Ouest depuis 1989.

NOSTALGIE DE LA GRANDE ALLEMAGNE?

Alors Rostock, Dresde, Cottbus... toutes ces manifestations racistes qui prennent de l'ampleur, faut-il seulement les attribuer à la nostalgie de la grande Allemagne? Ne seraient-elles pas une forme du racisme "ordinaire", tel qu'on le connaît en Suisse et en France? La référence au passé hitlérien leur donnant en plus la force de la transgression d'un tabou.

Si l'histoire semble se répéter, c'est aussi parce que, comme hier, les partis nazis s'opposent à la classe politique et au



6 décembre



consensus, récupérant à leur profit les arguments des discours socialistes et écologistes. Il faut que les nationaux-socialistes soient présents partout où il y a un sentiment d'insatisfaction dans le peuple a déclaré Frank Hübner de la Deutsche Alternative (Alternative allemande). On bouffe du bourgeois, mais on frappe sur plus faible que soi, sur les réfugiés et les immigrés qui occupent "nos" logements ou "nos" emplois, polluent "notre" environnement...

Les groupes nazis jouent sur deux tableaux. A l'Ouest ils s'appuient en premier lieu sur les yuppies nationalistes, ces profiteurs qui manifestent un attachement chauvin à la prospérité allemande. Mais à l'Est et parmi les laissés pour compte en général, ils cherchent à attirer les jeunes en révolte, les paumés, en occupant le terrain laissé vide par le mouvement ouvrier.

Contrairement à ce qu'on l'on pourrait croire l'extrême-droite n'a pas toujours eu le monopole de l'idéologie nationaliste, celle-ci était jusqu'à hier l'idéologie dominante de nos sociétés libérales!

Les discours du type: on est tous dans le même bateau, on a tous les mêmes intérêts, patrons et ouvriers, petit fonctionnaire et haut magistrat...ou produisons français, etc. ont permis à ce système producteur d'inégalités de s'assurer, jusqu'ici, de la cohésion des sociétés sur lesquelles il règne.

L'EUROPE?

A l'heure de la construction européenne, il s'agit pour la classe politique d'agrandir le bateau, ou plutôt de faire avancer dans la même direction et en formation d'attaque les différents bateaux ivres du continent. Ce qui n'est pas une mince affaire.

Dans la concurrence mondiale, l'Europe de demain devrait donc être plus performante que ne le sont les nations

d'aujourd'hui. La libre circulation des hommes et des marchandises, l'union monétaire... sont censées faire de nous un continent plus dynamique qu'avant. Certain en profiteront bien sûr, mais la majorité restera au bord de la route. Comme l'ex-RDA, des régions entières seront marginalisées et serviront de réservoir de main-d'oeuvre.

Il n'y aura pas de miracle. L'augmentation de la productivité, la fermeture des secteurs non rentables, la diminution des emplois de l'Etat qui découle de l'assainissement des déficit publics apporteront leur lot de chômeurs, de frustrés du "progrès" susceptibles de tomber dans les bras de l'extrême-droite.

Le vote du 6 décembre sur l'adhésion de la Suisse à l'Espace économique européen n'offre pas de véritable choix. Autant se prononcer sur les bienfaits comparés de la peste et du choléra.

Soit on opte pour un repli frileux sur la Suisse, en espérant que les rentes de situation pourront être maintenue (c'est ce qu'espèrent certaines professions libérales et certains cartels orientés vers le marché intérieur), soit on choisi la forteresse Europe, son grand marché, ses chasses gar-

L'engagement de l'extrême-droite, des Blocher et autre Suzette Sandoz pour le "non" à l'EEE ne doit pas nous faire oublier que le "oui" est aussi un oui à l'exclusion, un oui au racisme.

Les 14 et 15 juin 1990 les ministres de la Justice ou de l'Intérieur de la CEE réunis à Dublin, dans le cadre d'un programme de coopération policière, ont signé une convention interdisant aux réfugiés de demander l'asile dans plusieurs pays à la fois. Le 19 juin de la même année à Schengen, au Luxembourg, la Belgique, la France, le Luxembourg, les Pays-Bas et la RFA ont décidé de supprimer, dès 1993, tout contrôle à leurs frontières communes tout en s'engageant à renforcer ceux qui

existent aux portes de cette espace commun. Et maintenant c'est au tour des pays du sud de l'Europe de contenir le flot des citoyens des nations sinistrées attirés par l'exhibition du luxe européen.

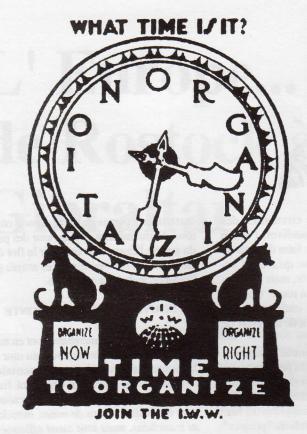
UN NOUVEAU MUR DE LA HONTE

Les frontières intérieures sont en train d'être remplacées par un nouveau mur de la honte aux frontières continentales. Comme le dit l'écrivain espagnol Juan Goytisolo: un nouveau mur protecteur sans barbelés, champs de mines, miradors ni tranchées, mais tout aussi efficace et beaucoup plus mortifère - se dresse autour de la forteresse des Douze. Aux humiliations et expulsions subies dans ses aéroports et postes frontaliers par les candidats à l'émigration originaires d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine, il faut désormais ajouter la tragique récolte de «la traversée de la mort», le passage du détroit (...) de Gibraltar. (Le Monde Diplomatique, octobre 92)

La nouvelle puissance européenne qui se construit vit de la marginalisation et de l'affaiblissement de ce qui l'entoure. Les anciens pays de l'Est, l'Afrique sont ses zones d'influence toutes désignées. Influence, mais pas partage. Les immigrants qui presque journellement, au risque de leur vie, tentent de rejoindre les côtes espagnoles sur des coques de noix, en savent quelque chose...

Comme c'est le cas dans ce genre de consultation, la votation du 6 décembre sur l'EEE sera un plébiscite pour le système. Voter "oui" ou "non" c'est manifester sa croyance en l'avenir de la "patrie" qu'elle soit suisse ou européenne. La participation des citoyens est un moyen, pour le système, de vérifier qu'il est encore capable de mobiliser ses troupes sur un projet prétendu commun aux exploiteurs et aux exploités de ce pays. Ne lui donnons pas ce plaisir. Abstenons-nous.

Victoire des travailleurs contre Marc Rich



PRÈS une grève de deux ans, les travailleurs de l'entreprise d'aluminium Ravenswood aux Etats-Unis ont emporté une grande victoire contre leur patron le milliardaire Marc Rich.

Marc Rich, qui est recherché par la Justice américaine pour fraude fiscale, se terre habituellement à Zoug où il a établi son empire financier. Il se trouve à la tête d'une fortune évaluée entre 1.5 et 3 milliards

de francs suisses. Son entreprise se situe au deuxième rang des entreprises helvétiques.

Son groupe occupe une position majeure sur le marché pétrolier et sur celui des métaux. A lui seul, il négocie environ 1,5 million de barils de pétrole par jour et près de 2,5 millions de tonnes d'aluminium par an.

Citoyen américain, Marc Rich possède également un passeport espagnol, qui lui a été bien utile lors de ses démêlés avec la justice américaine.

Outre la fraude fiscale, il lui a été reproché de contourner l'embargo en livrant du pétrole à l'Afrique du Sud, ainsi que de faire du commerce avec l'Iran durant l'affaire des otages.

La législation helvétique n'accordant pas l'extradition en matière fiscale, il a échappé à une demande en se sens présentée en 1984 par Washington. Il espère, parait-il, obtenir la nationalité helvétique... sans doute pour être encore mieux protégé.

Mais malgré sa puissance et sa richesse, Marc Rich, à dû céder devant la détermination des 1'700 ouvriers qu'il avait débauché en novembre 1990. Cette lutte qui a été un monument d'endurance, a aussi témoigné de l'importance de la solidarité et l'action internationale. Les membres de l'union

locale 5668 du syndicat des travailleurs de l'acier (United Steelworkers of America) ont poursuivi leur patron à travers tout l'Europe. Ils ont voyagé à Zoug, Berne, Londres, Paris, Rotterdam, Bratislava et Sofia où ils ont organisés des protestations publiques, des conférences de presse et distribué un «avis de recherche» en six langues.

La nouvelle convention collective a été acceptée par 1'287 travailleurs contre 181. Même si certaines concessions économiques ont été faites, c'est une victoire, car les travailleurs ont été réintégrés, ce qui va à l'encontre de la pratique des patrons américains qui remplacent immédiatement les travailleurs en grève ou virés par des jaunes (briseurs de grève).

Dans ce cas, la convention stipule que tous les jaunes qui ont acceptés de travailler durant la grève, soient immédiatement mis à la porte. A Ravenswood, Marc Rich a aussi dû se séparer de deux de ses hauts responsables...

L'essentiel des informations qui précèdent nous ont été transmises par nos compagnons de Workers Solidarity Alliance (WSA) section nord-américaine de l'AIT.

Socialistes ou royalistes?

E roi d'Espagne , aurait une maîtresse, c'est du moins ce qu'affirment certains journaux spécialisés. Pour défendre l'honneur de sa majesté, le président "socialiste" du gouvernement espagnol n'a pas hésité à monter aux barricades, et à affirmer qu'à l'origine de ces rumeurs il y aurait des intérêts étrangers voulant affaiblir l'Espagne et la Couronne qui est l'institution qui la représente (le Monde 25.8.92/. Un et el le allégeance s'explique sans doute par la proximité de Felipe Gonzalez et de son cher monarque, dix ans de cohabitation ça crée des liens.

Bien plus étonnant est l'amour tout neuf que le "socialiste" suisse Andreas Gross voue au roi Michel de Roumanie. Après s'être fait connaître comme le premier promoteur de l'initiative du Groupe pour une Suisse sans Armée (GSsA), ce conseiller national vraiment hors du commun a décidé de servir d'intermédiaire entre «des syndicalistes roumains» et le prétendant au trône. Son but mettre un roi à la tête d'une Roumanie démocratique.

Dans le grand salon avec vue sur le lac Léman, il été reçu par le roi, sa femme Anna et sa fille Margrita. Les propositions de Gross ont été entendues avec beaucoup d'intérêt. Michel est resté «très détaché» alors que les deux femmes étaient enthousiastes. «Elles ont tout de suite compris et étaient agréablement surprises», constate Gross. (Le Nouveau quotidien 19.7.92). Comprenne qui pourra...

Lutte armée et Terrorisme

Une analyse critique*



I l'on veut débattre de la lutte armée il n'est pas très utile de s'interroger sur la légitimité de la violence

Il ne peut être question de parler de "contradictions", le terme "violence" pouvant être interprété de différentes manières; ni d'entrer dans des considérations philosophiques ou idéologiques éloignées de la réalité.

Ce sera le contexte politique et social qui nous permettra de prendre position.

Nous savons aujourd'hui que la violence est l'aliment du capitalisme, elle fait partie de nos vies et est aussi un facteur de changement (lutte des classes). Le problème n'est donc pas la violence abstraite, mais bien l'usage qu'il en ai fait et l'inévitable problème de la cohérence entre la fin et les moyens.

ERREURS DES GROUPES ARMÉS

Les véritables contradictions, il faut les rechercher sur le terrain quotidien des groupes qui, au nom d'une opposition à l'Etat, agissent comme un miroir déformant de ce dernier.

La lutte armée doit être analysée d'après la structure interne dont se dote une organisation. La plupart des expériences allant dans ce sens nous permettent d'établir une série de règles qui permettent de comprendre cette

- la clandestinité-illégalité rend souvent impossible l'échange d'informations ou la connexion avec les différents mouvements sociaux, ce qui peut figer aussi bien le discours que la pratique.

- L'avant-gardisme produit une soumission et une subordination des autres luttes à ce que l'on suppose être la lutte par excellence. [Alors] il se crée une coalition de caractère politico-idéologique dont la représentation suprême est le groupe armé spécifique.

 La militarisation implique une certaine hiérarchie interne.

- Dynamique de choc: l'attaque [du groupe armé] riposte [de l'Etat] génère une spirale de violence. On tombe dans les structures qui jalonnent le système; on ne réfléchit plus au pourquoi d'une action, mais uniquement à ses conséquences.

Spécialisation et professionnalisation.

 Recherche de la transcendance. On recherche la propre survie du groupe qui peut se convertir en une fin

- Le nom du groupe implique une délimitation et un terrain idéal pour la propagande spectaculaire du système.

— La lutte quotidienne n'est plus favorisée. Toute l'activité tourne autour de l'organisation armée. On prive les bases de la capacité à prendre elles-mêmes leurs décisions, car le renforcement de l'organisation est plus important que les luttes autogérées du peuple.

— Il se crée des groupes qui se mobilisent par idéologie, plutôt que pour riposter concrètement aux attaques du

système.

— On cherche a accumuler des forces autour de certains postulats en canalisant les luttes vers des affronte-



ments abstraits (le sens ultime de la lutte armée n'apparaît

pas)

— Le groupe armé a tendance à être parasitaire, tout tourne autour de lui, ce qui crée une parcellisation de sa lutte. La perspective critique cesse d'être globale, ce qui la rend intégrable par le système dont on n'attaque plus l'ensemble de la domination. La base du mouvement se perd à être manipulée par le pouvoir, parce que la lutte ne se base plus sur un affrontement entre l'Etat et le peuple, mais qu'elle devient un combat entre l'Etat (vu comme unité légitime et consensuelle) et le groupe armé.

— Le terrorisme peut renforcer l'idéologie dominante. Le message final peut faire penser à la majorité que le sens de la lutte n'est pas tant d'attaquer l'Etat, mais les gens euxmêmes ("le prochain ce pourrait être toi"), théorie qui a été renforcée, par exemple, par la stratégie des voitures pié-

gées.

— Affrontement entre deux armées (guerre). Il se crée deux pôles opposés pour lesquels il n'y a pas d'alternative. Les mouvements populaires qui sortent de ce jeu sont réprimés. On entre dans une lutte pour le maintien du pouvoir, dans laquelle le peuple devient quelque chose de totalement accessoire.

- [On finit par] s'auto-proclamer juge et bourreau

LE CONTEXTE POLITIQUE

On ne peut pas affirmer qu'il y ait des vérités qui puissent être appliquées à tous les endroits et dans tous les cas

Cependant, les changements politiques à l'Est rendent chaque jour plus clair le fait que cette méthode de lutte est invivable en Occident. Au manque d'infrastructure, de financement,... il faut ajouter le message du pouvoir: "la fin des idéologies", qui fait que pratiquement plus personne ne comprend ni n'estime la lutte des groupes armés (beaucoup d'entre-eux se réclamant du bagage idéologique qui a suivi la constitution de l'Etat soviétique).

Comme il existe d'autres voies d'expression (surtout pour relancer des structures de désobéissance civile), cette lutte apparaît marginale au sein du mouvement révolutionnaire, si on lui donne la priorité on entre alors dans le ghetto

et l'isolement.

L'affaiblissement des mouvements sociaux qui soutiennent ces formes de lutte entraîne une répression qui est chaque fois plus sévère, ce qui aggrave encore le reflux et la répression.

D'AUTRES FAÇONS DE LUTTER

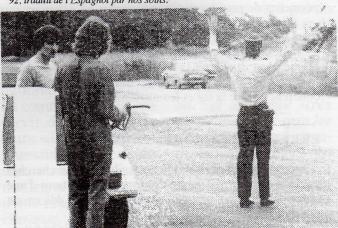
Cette situation clairement défavorable implique nécessairement une remise en question idéologique, en commençant par éviter des modèles d'affrontements traditionnels. Il faut chercher des formes [de lutte] qui soient accessibles et qui puissent être assumées par la majorité de la population (désobéissance civile, (...).

Evaluer les moyens à utiliser, révolutionner les concepts et agir de façon originale, divertissante (...) peut être une méthode parfaitement valable lorsque l'affrontement direct est difficile. La lutte populaire est aussi une lutte dialectique, soit la révision constante des méthodes, en fonction de la sympathie ou du rejet que les actions génèrent, afin d'éviter l'éloignement ou l'avant-gardisme.

Face au discours sur les "masses" — sujet abstrait et impersonnel — le discours sur la résistance dans le cadre "privé" ou collectif devient intéressant. En définitive c'est la transformation de la conscience collective qui produit les changements profonds dans les sociétés.

Groupe de Débat (Bilbao)

*Article paru dans la revue libertaire basque "Ezkintza Zuzena" printemps-été 92, traduit de l'Espagnol par nos soins.



MARCO CAMENISCH



Dans le n°2 de l'Affranchi nous avions déjà parlé de l'arrestation de Marco Camenisch.

Nous publions ci-dessous des extraits de la déclaration que Marco a faite devant le tribunal de Massa le 5 juin 1992.

Nous avons appris que la demande d'extradition faite par la Suisse a été acceptée, mais que Marco doit encore être jugé en Italie. Son procès doit commencer le 4 novembre à Milan où il est actuellement emprisonné dans des conditions déplorables. A la veille de ce procès, de nombreux libertaires de la région de Massa-Carrara ont été arrêtés. On les accuse d'appartenir à une "association de malfaiteurs" par le simple fait qu'ils auraient connu Marco Camenisch. Il y a parmi eux des personnes que Marco n'a jamais rencontrées, mais qui lui ont seulement envoyé des messages de soutien! Il semble qu'en Italie grossir bien aime l'importance d'une affaire avant qu'elle ne soit jugée. Ceci explique sans doute cela. Cette tentative de criminaliser le mouvement libertaire est peutêtre aussi à mettre en rapport avec le regain des luttes sociales en Italie.

En ce qui concerne la Suisse, il faut relever que depuis quelque temps, différents journaux ont publié des informations tendancieuses sur Marco Camenisch. On a affirmé, par exemple, qu'il était responsable de la mort du douanier Kurt Moser alors que ces faits ne sont pas prouvés. Les journalistes ontils oublié que tout accusé est présumé innocent tant qu'il n'a pas été jugé?

Il est à craindre que, dans les conditions actuelles, Marco se retrouve dans une situation très défavorable pour assurer sa défense lorsqu'il sera extradé vers la Suisse. Les personnes qui souhaitent participer à la constitution d'un comité de soutien peuvent nous contacter à la rédaction.

Un ouvrage sur Marco Camenisch vient de paraître en Italien.

Rassegnazione è complicità IL CASO MARCO CAMENISCH, edizioni l'«Affranchi», casella postale 53, CH – 6872 Salorino

Son adresse:

Marco Camenisch Piazza Filangieri 2 20123 Milan - Italie

DÉCLARATION DE MARCO CAMENISCH DEVANT LE TRIBUNAL DE MASSA

Je suis ici pour deux raisons, pour ne pas décevoir les personnes qui m'apprécient et pour réaffirmer mon identité et les raisons de mon désaccord avec cette société dictatoriale.

Je rejette fermement les charges dont on m'accuse et je répète que mon ami Giancarlo et mes autres ami(e)s n'avaient pas connaissance de ma situation de hors la loi, de rebelle social, ni du matériel d'auto-défense trouvé en ma possession et dans les lieux que je fréquentais.

Je ne suis pas disposé à dialoguer avec l'injustice bourgeoise, avec des lois qui sont notoirement plus égales pour les uns que pour les autres. Je ne reconnais pas la légitimité du tribunal. Je le considère comme un instrument de répression et de vengeance, soumis aux exigences des gouvernements, des Etats et des multinationales.

Je suis un berger, paysan et chasseur des Alpes, victime d'un génocide réalisé par les mêmes ennemis qui au cours des siècles ont détruit ma terre, sous la forme de multinationales de l'atome, de l'exploitation hydroélectrique, touristique, du militarisme et de ses places d'armes avec la pollution radioactive, chimique et industrielle (...)

C'est par la prise de conscience de mon être exploité, exproprié, que je suis allé jusqu'au bout dans ma tentative de libération et que j'ai essayé de contribuer à la libération et à la défense de cette merveilleuse planète (...)

Je ne suis pas un criminel, je ne suis pas très dangereux pour la société, je ne suis pas l'écoterroriste, mais par contre ces qualificatifs s'appliquent à l'Etat et à ses patrons. Je n'ai nul besoin de recourir au mensonge des mass-médias policières et scientifiques, à leurs tribunaux et à leurs prisons destructrices (...).

Il ne me reste plus qu'à revendiquer la justice et la nécessité de la lutte, contre la violence qui nous anéantit (...)

Librement traduit de l'Italien et de l'Espagnol par la rédaction.

Conception de l'organisation syndicale

Dans l'Affranchi N° 3 nous avions publié un entretien avec un militant de la CNT française. La contribution que nous publions aujourd'hui poursuit le débat sur les difficultés et les problèmes de l'anarcho-syndicalisme français. Le point de vue exprimé ici, par le compagnon JIPE, constitue un apport intéressant à une réflexion qui doit se poursuivre. Alors à vos plumes!

JIPÉ

La CNT française est aujourd'hui en conflit, certains reviennent sur les décisions de participation aux comités d'entreprise. Réduire le problème à cela serait une erreur; il ne s'agit en fait que d'un terrain de bataille où s'affrontent deux conceptions de la CNT, l'une révolutionnaire, l'autre réformiste. J'ai l'intime conviction que ceci n'est pas clair dans notre mouvement. Il me semble que beaucoup de gens n'ont pas de vision globale de l'organisation et donc de l'organisation syndicale.

L'ÉTAT EST AVANT TOUT DANS NOS TÊTES

Quelle est l'essence de l'organisation? Une organisation n'est rien d'autre que des liens, des rapports entre un certain nombre d'individus. Ensuite viennent s'accoler des locaux, des journaux, toutes sortes de choses secondaires qui ne sont que le fruit de l'état d'esprit dans lequel les gens se sont unis.

Ainsi dès le plus jeune âge on nous inculque des idées mais surtout des habitudes qui nous préparent à vivre en société, à en acceptet les régles. C'est bien connu, l'Etat est avant tout dans nos têtes. A tout moment on peut constater le poids des habitudes

sur notre façon d'être, sur notre façon de penser. Une voiture tombe dans un fossé, premier réflexe: appeler les pompiers. Un problème dans une commune «que fait la mairie?» L'utilité dont on crédite l'Etat n'est que la résultante de nos réflexes, de

nos habitudes. La société est découpée en tranches, chacune définie pour un rôle bien précis. Au-dessus, l'Etat coordonne, prend les décisions, décharge les citoyens de leurs responsabilités. Conséquence: on se destine à une «spécialité» et on en appelle aux autres pour tout ce qui sort de «nos compétences». Ainsi les habitudes nous convainquent chaque jour un peu plus de la nécessité de l'Etat.

Lorsqu'un libertaire arrive et affirme que l'Etat est néfaste, il se heurte alors à un mur, non pas de mauvaise foi, mais de convictions profondes. En effet «le bon sens» permet de voir chaque jour l'utilité de l'Etat. Il est alors très difficile d'expliquer que si l'Etat est utile, c'est uniquement dans cette forme de rapports sociaux, cette forme d'organisation. Le travail d'explication est énorme car il faut répondre à tous les arguments possibles et imaginables. Si les arguments sont théoriques, ça va, mais le plus souvent on pose des problèmes concrets auxquels le libertaire est obligé de répondre en réexpliquant le système libertaire dans son ensemble. Rien n'est plus difficile que de faire admettre une abstraction, surtout lorsque l'abstraction englobe un système de société tout entier, avec ses principes, ses structures, ses pratiques et ses idées! De plus il faut bien comprendre que généralement l'interlocuteur n'a pas une vision globale de la société, il n'a pas idée des principes sur lesquels elle repose. Face à ces difficultés, certains libertaires ont considéré que la seule façon de convaincre massivement était d'opposer à cette réalité une autre réalité.

L'organisation ne devait plus se contenter d'avancer des idées, elle devait instaurer des pratiques. Comment agir? Où agir? La société étant avant tout économique, l'organisation devait unir les gens sur ce terrain, leur montrant des faits: l'exploitation qu'ils subissent, leur apprenant des méthodes en défendant des idées.

Ainsi les gens prendraient conscience de ce qu'est la société, ainsi ils n'y opposeraient plus une abstraction, mais l'extrapolation de ce qu'ils viveraient dans l'organisation. Ainsi est né le syndicat, ainsi s'est affirmé l'anarchosyndicalisme.

L'ANARCHOSYNDICALISME S'AFFICHE COMME LE COURANT DE L'AVENIR

Aujourd'hui l'anarchosyndicalisme s'affiche comme le courant de l'avenir, d'abord face à l'échec du communisme autoritaire, ensuite par la désillusion que suscite le capitalisme, enfin parce qu'il est le seul mouvement libertaire qui ait amené le peuple de façon conséquente et prolongée à l'anarchisme. Cependant comme je le disais tout à l'heure, il connaît des problèmes et, sur le fond, ce sont les mêmes que ceux qu'il a connu autrefois.

Une organisation c'est des liens, son fonctionnement et ses idées sont intimement liés. Immanquablement, à moyen terme, il y a corrélation entre les deux. Ajoutons que naturellement les gens ont plutôt tendance à calquer leurs idées sur leurs pratiques. Ainsi, si le fonctionnement interne, les luttes sur le terrain et les structures de la CNT ne sont pas libertaires, la CNT ne restera pas libertaire. D'abord parce qu'en règle générale ses militants prendront le parti de la pratique plutôt que celui de l'utopie, ensuite parce que les nouveaux militants adhèreres Si la CGT était vraiment anarchosyndicaliste, c'étaient les syndicats qu'il aurait fallu convaincre. Tôt ou tard la CGT aurait fini par basculer [vers le réformisme], les circonstances n'ont fait que précipiter les choses. Au contraire la CNT espagnole est restée très fidèle aux principes d'organisation libertaire. Et on peut constater qu'elle est restée anarchosyndicaliste même lorsque les lambertistes l'ont infiltrée (...).

Aujourd'hui dans la CNT française on peut voir une offensive en règle contre ces principes. D'abord dans les structures; des membres du bureau confédéral se permettent des décisions autoritaires, on cherche à imposer une fédération SSE (Santé Social Education)

l'action directe, on se moque des rapports de force. Enfin on voit les premiers effets d'un changement d'idées chez certains qui ne veulent plus voir de A cerclés, évitant au maximum tout ce qui a trait à l'anarchisme, préférant le mot syndicalisme révolutionnaire à celui d'anarchosyndicalisme.

Nous sommes donc dans une situation grave et cela, certains ne le voient pas encore, se réfugiant dans la modération pour éviter le conflit. La CNT n'est pas foutue, car tout de même il n'y a qu'une petite partie de l'organisation qui est atteinte, mais il ne faut pas laisser traîner. Il faut revenir à nos pratiques pour préserver nos idées, notre conception de l'organisation et de la société.

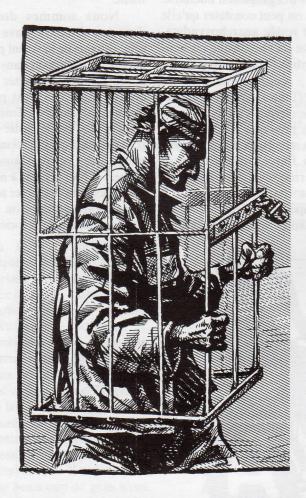


ront sur ces pratiques. Restera que le nom de libertaire... pour un moment. Ce phénomène n'est pas nouveau. Si on examine la CGT française en 1920, on voit que Besnard* et les autres s'escrimaient à convaincre le secrétaire d'une fédération d'une région, pour faire basculer la région du côté des libertai-

dans des circonstances toutà-fait contraires à nos statuts. On multiplie les pratiques réformistes dans les syndicats, par la participation aux élections d'entreprises, la multiplication des structures corporatistes alors que, dans un même temps, on éclipse la nécessité des unions locales. On oublie

* Note de la rédaction: Pierre Besnard fut le secrétaire de la CGT-SR (l'ancêtre de la CNT française actuelle) lorsqu'au début des années '20 la CGT française se divisa en trois organisations, l'une social-démocrate, l'autre léniniste et la troisième syndicaliste révolutionnaire (CGT-SR).

Les socialistes libertaires nigérians font appel à la solidarité internationale



Pour s'efforcer de perdre son image de dictature militaire, le gouvernement du général Ibrahim Babangida a convoqué des élections pour décembre 1992. (...)

Selon les socialistes libertaires de la ligue Awareness (conscience), le processus de transition vers un régime civil a été accompagné par des détentions arbitraires de militants, l'interdiction d'activités politiques (...) et toute sorte de mesures répressives. Néanmoins la transition a avancé.[!] La répression croissante en cette période précédant les élections nationales est également à mettre en rapport avec le montant de la dette extérieure (env. 40 milliards de dollars), l'inflation galopante (320%), auxquels il faut ajouter les nombreux problèmes sociaux.

L'augmentation des difficultés du gouvernement s'est manifestée, ces derniers temps, par la



fermeture pendant six mois de toutes les universités fédérales et la poursuite, sous l'accusation criminelle de trahison, des membres de l'Union du personnel académique des universités ainsi que de ceux de l'association nationale des étudiants nigérians. On a observé aussi de nombreux cas de pression sur les journalistes. Trois journaux ont été interdits sans raisons apparentes.

Parmi les victimes de cette nouvelle vague de répression il y a quatre membres de la ligue Awareness: Udemba Chuks, Garba Audu, Kingsley Etioni et le secrétaire général James Ndubuisi. Ils ont été arrêtés à la suite d'une vague de protestation et de manifestations d'étudiants et de travailleurs à travers le pays. Ils sont emprisonnés dans des conditions exécrables.

La ligue Awareness à lancé une campagne pour la libération de ses militants et d'autres détenus. Elle mène cette lutte sur le plan juridique et par des protestations publiques.

"Il est évident" écrit la ligue Awareness dans son appel international "que nous ne pouvons mener une campagne sans appuis substantiels... en conséquence nous appelons à une aide financière ou tout autre forme de soutien, pour nous permettre de:

- Payer les avocats pour la relaxe/libération des militants détenus.

- Aider les familles et les proches des détenus.- Faire connaître le combat des quatre détenus par

le biais de publications. Etc.

Toute aide financière ou autre forme de soutien sera grandement appréciée et fera avancer le long chemin vers la liberté dans cette partie du monde."

Envoyez votre soutien à l'Affranchi avec mention Nigeria.

Information transmise par "Press Release" de Workers Solidarity Alliance (WSA) section nord-américaine de l'AIT.

Mouvement ouvrier et anarchistes en Russie

Dans le bref compte-rendu que nous avons fait du XIX congrès de l'AIT d'avril 92 (l'Affranchi No 3), nous avions souligné l'importance des déclarations des compagnons de l'Est. Nous publions ici de larges extraits de l'intervention de Vadim qui a présenté la situation du mouvement ouvrier et des libertaires en Russie. (Texte repris du dernier bulletin Info AIT)



Je représente l'IREAN (Initiative des anarchistes révolutionnaires), (...)je vis à Moscou.

Avant tout, il est important de comprendre que dans notre pays le pouvoir a changé et qu'à la place des communistes d'Etat sont arrivés des démocrates, mais tout cela est un mythe (...). En fait ce sont les mêmes qui sont restés au pouvoir; si l'on regarde la carrière politique des gens qui sont aujourd'hui au pouvoir, on voit qu'il s'agit de l'ancienne nomenklatura communiste.

Le président Eltsine est un ancien candidat au bureau politique de l'ex-

PCUS. Son conseiller économique, Bourboulis, est un ancien professeur de communisme scientifique (...). Egor Gaïdar, le principal initiateur de la politique économique de démolition de la Russie, est l'ancien rédacteur de la revue "Communiste", publication officielle du PCUS. Le maire de Moscou, l'un des leaders des démocrates, Popov, est l'ancien conseiller économique du dictateur Bréjniev. Comme vous le voyez, ce sont les mêmes personnes qui sont restées au pouvoir. Peut-être un autre groupe, mais c'est absolument la même couche sociale. Autre chose, ces gens-là mènent une politique différente de la politique de l'ancien régime,

qui se faisait auparavant sous le drapeau rouge. La nouvelle politique c'est un néo-libéralisme extrémiste.

UNE SITUATION ÉCONOMIQUE CATASTROPHIQUE

Ici au congrès, un camarade de Bolivie a pris la parole et sa situation ressemble à la situation (...) dans notre pays. La situation économique est catastrophique, elle empire de jour en jour...

En janvier 92, la production industrielle accusait une baisse de 17%. Selon le sentiment des économistes, une chute de 20% signifie la paralysie de l'industrie et un chômage massif. Cela n'existe pas encore, mais nous n'en sommes pas loin. La situation est catastrophique dans la sphère sociale, la hausse des prix se calcule à 1'000% (...) et on ne voit pas d'arrêt à cette hausse. Mais le salaire réel est minime.

J'ai lu dans le journal qu'un agriculteur au Guatemala recevait 1,5 dollar par jour; chez nous pour gagner cette somme, on doit travailler très longtemps (note de la rédaction: un dollar vaut de 100 à 130 roubles...). Chez nous le minimum vital est d'environ 1'500 roubles (note de la rédaction: officiellement 940 roubles). La majorité des habitants du pays vit en dessous de ce seuil. Une question se pose: pourquoi les gens supportent-ils encore une situation pareille? Une situation où les gens sont confinés à la misère, et où la menace de mourir de faim se lève devant eux comme un spectre. De quoi s'agit-il? Selon la couche sociale, on peut l'expliquer différemment. En fait, le gouvernement



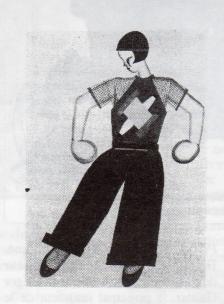
sait très bien de qui il a peur et (...) il essaie d'acheter la partie la plus qualifiée de la classe ouvrière, ceux dont ils ont pu avoir peur pendant les grèves. Cela se produit avec les mineurs. Aujourd'hui la situation est tout à fait paradoxale; dans beaucoup de régions il y a des grèves de travailleurs qui, disons, ne travaillent pas dans le domaine de la production (instituteurs, travailleurs de la santé, etc.).

LE SYNDICAT DES MINEURS EST MAINTENANT CONTRE LES GRÈVES

Mais par exemple, dans le Kouzbass, où il existe une industrie du charbon développée, le syndicat des mineurs, qui a dirigé les grèves des travailleurs l'année dernière, condamne aujourd'hui la grève. Les leaders des syndicats nationaux des mineurs se trouvent aujourd'hui à des postes à responsabilité dans le gouvernement de Eltsine. (...) Les travailleurs qualifiés gagnent environ 15'000-20'000 roubles par mois, ce qui dans une certaine mesure conditionne la hausse des prix. Ils peuvent vivre confortablement... En ce qui concerne les autres travailleurs, le gouvernement prend également des mesures pour diviser, en introduisant en leur sein une situation anti-solidaire. On y parvient de la façon suivante: depuis janvier 92 il y a eu la libéralisation des prix dans le cadre de la politique néo-libérale, cette politique permet à des entreprises industrielles de fixer en toute indépendance leurs prix de production, résultat: beaucoup de collectifs de travail augmentent les prix de leur production. Grâce à cela, ils peuvent dans une certaine mesure compenser la hausse des prix sur les autres produits. La question est seulement de savoir combien de temps cela

suffira? En combien de temps la vague inflationniste engendrée par de telles pratiques mangerat-elle ce petit avantage que les travailleurs se procurent? Les avantages pour le moment sont suffisants pour que les travailleurs de la production subissent ce régime. Mais la situation la plus terrible est celle des faibles dans la société: les retraités, les jeunes et les travailleurs de la sphère non-productive: ceux qui n'ont pas la possibilité d'aug-

menter les prix de leur production, les instituteurs, les scientifiques, les travailleurs de la santé et quelques autres. Ce sont précisément eux qui étaient à l'avant-garde des dernières grèves(...). Comme le montre l'expérience, le mouvement de grève n'est pas très dangereux pour le gouvernement. (...) tant que les travailleurs de l'industrie de base, de l'industrie lourde, en particulier les transports, ne feront pas grève, le gouvernement continuera sans obstacles sa politique économique.



LES SYNDICATS OFFICIELS SONT RESTÉS PRO-GOUVERNEMENTAUX

Une question se pose: qu'arrive-til chez nous au mouvement ouvrier? Pourquoi le mouvement ouvrier dans notre pays se tait-il? (...) il faut probablement faire un petit résumé de l'histoire de notre mouvement ouvrier. Comme vous le savez, il y a très peu de temps, dans notre pays existait un régime absolument totalitaire, et tous les

syndicats, sauf ceux qui étaient officiels, étaient interdits. Les syndicats officiels, en fait ne méritaient pas le non de syndicat, (...) c'était un organe de l'Etat à l'aide duquel les autorités pouvaient procurer des avantages aux gens qui leurs étaient fidèles (...). Après le début de la perestroïka, les syndicats officiels ont tenté de changer leurs aspect extérieur. Ils se sont déclarés syndicats indépendants, mais naturellement ce n'est pas pour autant qu'ils sont devenus indépendants. Comme ils étaient auparavant pro-gouvernementaux, ils le sont restés (...). Aujourd'hui la direction du syndicat officiel de Russie est complètement soutenue par le gouvernement Eltsine.

La Fédération moscovite des syndicats indépendants occupe, c'est vrai, une place un peu plus radicale. Mais ils ne peuvent que de temps en temps parler fort et protester solennellement(...). En décembre de l'année dernière, les syndicats officiels moscovites ont promis d'organiser une grève, puis ils ont traîtreusement empêché cette grève. Je ne peux trouver d'autres mots. Il est triste que les leaders de l'organisation moscovite de la KAS (confédération anarcho-syndicaliste ndt.) collaborent avec les leaders de ce syndicat. Il ne faut bien évidement en aucun cas, approuver de telles pratiques. D'autres syndicats existent, soit sous la forme d'initiative syndicale, et donc petits de taille, par exemple le SMOT, il y en a encore d'autres; avant le SMOT existait également le Syndicat libre dont le leader était le mineur Klébanov, aujourd'hui ce syndicat mène une triste existence; avant ils s'appelaient marxistes, mais aujourd'hui ils se sont déclarés démocrates-chrétiens. Leur activité pratiquement, c'est de coller des tracts dans la ville et d'envoyer des délégations au parlement. Ils n'entreprennent rien de plus.

Il existe de nouveaux syndicats libres, qui sont-ils? L'un de ces syndicats libres est le Sotsprof (...). Au début, il s'appelait syndicat socialiste, aujour-d'hui le mot "socialiste" est rejeté, et remplacé par "social". Le leader du syndicat est Khramov, il déclare officiellement que le but de son organisation c'est la paix entre les classes, la collaboration de classes et la paix sociale. Pas de grèves, (...) des négociations paisibles (...). Le Sotsprof dit qu'il

compte aujourd'hui 30'000 membres, moi, personnellement, je doute de ce chiffre. Beaucoup d'autres groupes syndicaux prennent ouvertement des positions contre la gauche, contre le socialisme; je souligne que c'est une position précisément contre la gauche, mais pas contre le parti communiste (...).

LA CRISE PEUT ÊTRE ÉTOUFFÉE DE FAÇON SANGLANTE

Aujourd'hui, dans notre pays, il faut reconnaître qu'il n'y a pas de mouvement ouvrier syndical, de classe, et indépendant. Le paradoxe se trouve dans le fait qu'il n'existe pas au moment où il est le plus indispensable. Dans le pays, une crise pointe à l'horizon, elle peut être sociale et prendre n'importe quelle direction. Elle peut mener à une dictature fasciste. La crise peut être étouffée d'une façon sanglante, et après

tout ce sang personne ne pourra plus arrêter la faim et la mort en masse. La situation empirera lorsque commencera la fermeture en masse d'entreprises(...). Tant que les licenciements ne seront pas massifs, tant que des millions de personnes ne seront pas jetées à la rue, comme un chiffon usé, notre classe ouvrière ne se soulèvera pas. Et c'est malheureux. Alors, au moment où elle se soulèvera, il serait bon que les forces révolutionnaires dans notre pays soient prêtes. Malheureusement, elles ne le sont pas encore. Précisément c'est pourquoi dans notre pays, nous avons extraordinairement besoin, comme d'un air respirable, de syndicats révolutionnaires, complètement nouveaux.

NOUS AVONS BESOIN DE SYNDICATS RÉVOLUTIONNAIRES

(...) Nous considérons qu'il faut s'orienter maintenant fermement vers une lutte de classes qui doit se préparer dès à présent. Mais malheureusement, pour cela, il faut créer une organisation forte. Mais chez nous, nous n'avons ni la technique, ni les moyens, ni les gens. C'est pourquoi nos possibilités sont très limitées. C'est malheureusement la spécificité de notre pays. (Hélas non, ndt).



Sur la situation du mouvement anarchiste dans notre pays. Le mouvement anarchiste et le mouvement ouvrier existent séparément chez nous. Vous avez bien-sûr entendu parler d'une organisation comme la KAS; et effectivement, dans ses débuts, cette organisation rassemblait tout les anarchistes du pays. Aujourd'hui, il n'en est plus ainsi. Dans leur meilleure période, il y avait à la KAS environ 800-900 personnes. Aujourd'hui pas plus de 100-150 personnes. Les autres se sont dispersés dans divers petits groupes anarchistes, ou alors ont complètement quitté l'anarchisme et s'occupent de commerce ou prennent part à des jeux ambitieux parlementaires et politiques. Le mouvement anarchiste est très divisé. Par exemple, il existe à Moscou 8 ou 9 groupes anarchistes dont le plus important est notre IREAN. (...) Nos possibilités sont très limitées. Je ne parle même pas du niveau théorique qui est extraordinairement bas dans la majorité de nos organisations anarchistes. Je dirais horriblement bas. Peutêtre que pour les anarchistes occidentaux cela paraît incroyable, mais parmi les gens dans l'ex-URSS qui s'appellent anarchistes, il existe des anarchocapitalistes, ce sont des gens qui critiquent le Parti du travail de type tra-

vailliste, parce qu'il est trop à gauche (...), ou bien comme les leaders moscovites de la KAS ils prêchent une économie de marché sans Etat; c'est assez bizarre. nous avions du mal à comprendre ce que c'était, jusqu'à ce que l'on comprenne que c'est une variante à peine radicalisée de l'autogestion yougoslave. Voilà le niveau de la théorie de la majorité des groupes, c'est pourquoi nous qui défendons l'anarchie, le communisme libertaire, nous avons pris l'initiative de créer la FRAN (Fédération des anarchistes révolutionnaires).

Les 25 et 26 janvier 92 a eu lieu le premier congrès de la FRAN à Dniépropetrovsk en Ukraine. Diverses villes, surtout d'Ukraine et de Russie, y ont participé. Des groupes également de Biélorussie ont exprimé le souhait de faire partie de la FRAN.

Aujourd'hui notre organisation, peu à peu, par étapes, s'organise. Le groupe moscovite IREAN a été mandaté pour remplir provisoirement les fonctions du secrétariat. LA FRAN a envoyé ses documents en Occident et également à l'AIT, avec laquelle nous nous sentons profondément liés dans l'idée, la théorie et la pratique. Nous espérons beaucoup que, peu à peu, de la base se produira une renaissance du mouvement anarchiste. (...)



16

EX-URSS LES FRUITS AMÈRES DE 40 ANS DE POLLUTION RADIOACTIVE

I l'on voulait calculer les conséquences de l'arme nucléaire jusqu'à aujourd'hui, le bilan le plus lourd reviendrait sans aucun doute aux USA dont les bombes lancées sur Hiroshima et Nagasaki, en 1945, firent plus de 230'000 victimes. Des explosions nucléaires expérimentales en plein-air ou en sous-sol (qui se poursuivent d'ailleurs aujourd'hui) ont été réalisées par tous les Etats qui possèdent la "bombe"

Les pays occidentaux ne sont pas non plus à l'abri des catastrophes écologiques. Rappelons-nous, par exemple, l'accident nucléaire de Three Mile Island aux Etats-Unis en 1979, la catastrophe de Bhopal en Inde où un nuage toxique échappé d'une filiale de l'Union Carbide, la troisième compagnie chimique américaine, fit entre 2'300 et 5'000 morts en 1984... Plus près de nous, il suffit de penser à l'incendie des usines Sandoz à Bâle en 1986, qui eut pour conséquence la destruction de toute vie sur une partie du cours du Rhin.

Irresponsabilité, négligences, recherche du profit ou de la puissance pour imposer sa domination... sont les caractéristiques les mieux partagées dans le système capitaliste. Il suffit de penser aux déchets spéciaux baladeurs qui sont exportés vers des pays pauvres ou à Super-Phénix dont le redémarrage (appuyé entre autre par la CGT française) nous menace toujours directement.

Il n'est jamais agréable, dans ce domaine, de faire une comptabilité des méfaits et des désastres dont les différents gouvernements sont responsables. Mais il semble bien qu'en ce qui concerne les dégâts réalisés sur son propre territoire et aux alentours, le régime soviétique ait dépassé tous les records, voyez-plutôt:*

John-Thor Dahlburg du Los Angeles Times a recueilli des informations sur les "enfants jaunes" qui naissent, depuis trois ans, à Talmenka en Sibérie.



RUSSIA'S NUCLEAR FAMILY

En l'espace d'un mois quarante-deux des cinquante-neuf bébés nés à Talmenka se sont mis à jaunir un jour ou deux après leur naissance.

Ces enfants ont d'autres problèmes: leur système nerveux et leurs organes présentent des signes d'anomalies congénita-

Comme l'affirme un éminent chercheur moscovite, les centaines d'"enfants jaunes" nés à ce jour ne peuvent être que des "mutants nucléaires" (...)

Le village de Talmenka se trouve à

400 Kilomètres de la steppe de Semipalatinsk dans le Kazakhstan où depuis 1949 cent vingt-deux explosions nucléaires en surface ont été effectuées. Les personnes exposées ont pu directement transmettre des affections à leurs enfants et à leurs petits-enfants, qui naissent aujourd'hui. "Il est prouvé que l'exposition à des radiations se traduit par des modifications chromosomiques affirme M. Shoikhet. Dieu seul sait ce que nous réserve la quatrième

Outre les explosions nucléaires réali-

sées dans des buts militaires, au moins cent quinze "explosions atomiques pacifiques" (...) ont été déclenchées dans toute l'Union soviétique afin de remodeler le paysage. On a fait exploser des bombes dans les gisements de sel à proximité de l'embouchure de la Volga (...) afin de créer d'immenses "bouteilles" aux parois vitrifiées pour le stockage du pétrole et du gaz. On a utilisé des bombes pour éteindre un puits de gaz en feu (...) et aussi comme bulldozer nucléaire pour creuser un canal.

A tout cela il faut ajouter les 20 millions de Soviétiques qui ont été exposés à la radioactivité libérée par l'accident de Tchernobyl, ainsi que tous ceux qui sont irradiés par les milliers de décharges clandestines qui existent sur tout le territoire, particulièrement dans les zones urbaines.

Sur ce point quelques extraits sur la situation dans la ville de Saint-Pétersbourg (ex-Leningrad) d'après Viktor Terechkine du *Moskovskie Novosti* de Moscou.

Immédiatement après la guerre, dans le secret le plus strict, on a commencé à mettre au point à Leningrad, une arme d'extermination massive à partir d'aérosols hautement radioactifs. L'uranium des réacteurs était récupéré, retraité, et la solution obtenue était censée servir à l'extermination humaine.

Les gens travaillaient jour et nuit, s'exposant sans relâche aux radiations. Les eaux radioactives, après les essais et les expérimentations, étaient jetées sans avoir été épurées dans des fosses ordinaires ou dans des puisards. C'est ainsi qu'est apparue une très importante zone de pollution radioactive sur les bords du canal Chkipier de l'île Vassiliev.

C'est seulement après la catastrophe de Tchernobyl que les chercheurs (...) se sont précipités pour mesurer le taux de pollution de la ville. Ils ont alors découvert que tout Saint-Pétersbourg était couvert de "taches" radioactives. Au bout de plusieurs années d'enquête, ils ont répertorié 1'400 foyers de radioactivité.

L'article se poursuit avec la description de bases abandonnées, plus ou moins surveillées (dans l'une d'elles les soldats vont pique-niquer ou prendre le soleil...) et où l'on mesure des taux de radioactivité très élevés. Un expert, Gueorgui Bronzov, a découvert dans une base située à trois kilomètres du bourg de Privietninskoïe au bord du golfe de Finlande, des branches de saule si contaminées que leurs cendres doivent être enterrées dans un fût bétonné; le saule puisait le strontium dans la terre...

D'autres îles comme celles du lac Ladoga inspirent le doute. Voici ce qu'en dit Iouri Chtchoukine, le directeur de la Commission de contrôle de la radioactivité de Saint-Pétersbourg et de sa région: "Je ne peux pas garantir que toutes les îles ont été inspectées, les militaires ne divulguent pas leurs informations. Notre représentant a d'abord été autorisé à travailler, mais ils ne l'ont pas laissé dépasser la toute première étape..." Il semble bien que la glasnost (transparence) n'ait pas encore atteint certaines sphères de la société...

Barry Hugill de l'Observer de Londres signale quant à lui que la marine de l'ex-URSS a jeté illégalement 13 réacteurs nucléaires et 17'000 fûts de déchets radioactifs dans l'océan Artique. De plus, les responsables militaires russes interdisent à présent aux scientifiques d'enquêter sur les risques de fuites radioactives que créent les réacteurs immergés.

Le ministre norvégien de l'Environnement a ainsi confirmé, le 5 septembre, qu'une équipe de scientifiques chargés de mesurer la radioactivité de la mer de Kara a été expulsée de l'endroit où les réacteurs sont censés se trouver.

On apprend aussi que selon Alexandre Mikhailov, un responsable de la sécurité nucléaire du port russe de Mourmansk, l'URSS déversait encore des déchets nucléaires dans la mer de Kara pendant l'été 1991.

Et pour terminer, voici un commentaire du Los Angeles Times, sur le goût mortel du secret qui, dans ce domaine comme dans les autres, fût l'une des caractéristiques du régime soviétique: "de nombreux épisodes du passé nucléaire de l'Union soviétique et leurs effets sur les gens, ne sont divulgués qu'aujourd'hui". Ainsi (...) les mineurs d'une mine du Don-

bass en Ukraine, ont longtemps ignoré qu'ils travaillaient dans une galerie où, en 1979, on avait procédé à une explosion expérimentale.

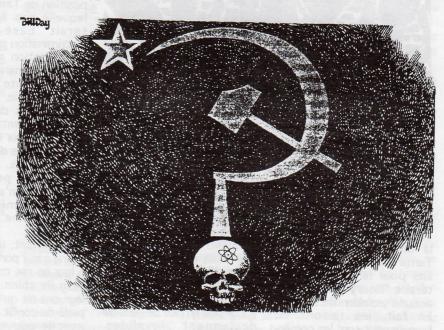
De même, les Tartars et les Bachkirs ne savaient pas que les déchets issus de la fabrication du plutonium nécessaire à l'élaboration des premières bombes atomiques soviétiques, en 1949, avaient été jetés dans la rivière où ils s'abreuvaient, pêchaient et se baignaient.

Autre exemple de la paranoïa ambiante: les centres de recherche n'étaient pas mentionnés sur les cartes. Enfin, les malheureux souffrant de leucémie ou de cancer après avoir été irradiés étaient tenus dans l'ignorance de leur état par les médecins.

Qui contrôle l'information, contrôle le pouvoir... De par l'existence d'un pouvoir totalitaire, aucune opposition n'a pu freiner, en URSS, les délires des apprentis sorciers et autres fous puissants responsables de ce gâchis dont les conséquences sont incalculables. Certaines régions étant empoisonnées de façon irrémédiable pour des millions d'années.

Plus jamais ça! Oui, mais comment? Seules les mobilisations, la diffusion des informations importantes, l'élévation de la conscience pourrons peut-être entraver, à l'avenir, l'irresponsabilité de certains "savants" au service des princes...

*les articles dont nous avons tirés ces extraits ont été traduits intégralement par "Courrier international" du 24 au 30 septembre 92.



Dessin de Bill Day

Moldavie

Halte à la répression contre les anarchosyndicalistes



EUX victimes récentes du régime nationaliste moldave sont des anarchosyndicalistes: Tamara Burdenko et Igor Hergenreorder.

Le 29 avril 1992, Tamara Burdenko a été licenciée pour "violation systématique de la discipline du travail". Tamara travaillait depuis 14 ans pour le magazine littéraire "Kodry". Il n'y avait aucune violation de sa part. En fait, les raisons du licenciement sont les convictions politiques de Tamara

et de son mari Igor qui est handicapé et incapable de travailler.

Récemment, Igor a publié des articles dans la presse d'opposition moldave critiquant la politique autoritaire et nationaliste du régime, en particulier les efforts de guerre du gouvernement à Pridnestrovye. Peu après, Igor était convoqué par la police d'Etat (KGB). Au cours de l'entretien l'officier du KGB lui dit: "Aujourd'hui il y a de plus en plus de gens qui deviennent invalides. Croyez-vous que quelqu'un

s'en soucierait s'il y en avait un de moins?"

L'éditeur responsable du magazine littéraire "Kodry" est ardemment pro-gouvernemental. Il a tenté de présenter le licenciement de Tamara comme un acte "non politique". Tamara a fait recours contre son licenciement lors de son procès le 17 juin.

Comme le procès était en cours, l'administration du magazine "Kodry" a donné aux autorités moldaves d'autres arguments contre Tamara et Igor.

Pendant ce temps le parti d'extrême-droite national chrétien a commencé une campagne de réhabilitation de Ion Antonescu (ancien dictateur fasciste de Roumanie). Antonescu fut durant les années 30 - 40 un allié d'Hitler. Cette campagne est soutenue par de nombreuses personnes du gouvernement moldave qui suivent fidèlement la voie roumaine, Igor et Tamara, avec d'autres écrivains, protestèrent activement contre la montée de l'idéologie fasciste et publièrent un communiqué de presse contre le fascisme (8 et 10 juillet).

Le 21 juillet Igor et Tamara ont reçu la réponse officielle de l'association des écrivains moldaves, propriétaire et éditrice du magazine "Kodry". Dans cette lettre, l'association rejette la position de Tamara suivant laquelle son licenciement serait basé sur une discrimination politique. (...) L'association a également notifié à Tamara qu'elle allait porter plainte contre elle pour calomnie.

Dans la nuit du 22 juillet, quelqu'un tenta de s'introduire chez Igor et Tamara et d'attaquer les deux anarchosyndicalistes. Un voisin a appelé la police. Mais l'agresseur n'a jamais été localisé. Au même moment leur téléphone a été coupé. (...)

Le 24 juillet, un inconnu a sonné à leur porte et a donné à lgor un sac contenant une tête de chien. Les voisins leur ont dit qu'on leur avait parlé du conflit qu'ils avaient avec le gouvernement du front populaire et les

nationalistes en général. Maintenant Igor et Tamara ont certaines raisons de penser que si des incidents semblables se reproduisent, plus personne ne préviendra la police

la police. Le 25 juillet, le journal télévisé a informé le public que "des séparatistes s'organisaient à Kishinev (capitale de la Moldavie) et créaient des groupes anarcho-syndicalistes. Le procureur de la république a demandé les pleins pouvoirs pour enquêter à ce sujet". Quelque temps après ces événements l'avocat de Igor et Tamara a déclaré qu'il refusait de les défendre. Les anarcho-syndicalistes de la CEI ont organisé une campagne de soutien pour Igor et Tamara et recherchent notre soutien. Ils demandent que l'on envoie des télégrammes, des lettres de protestation au tribunal local, à la commission parlementaire des droits de l'homme, au ministre de la justice et/ou au président de la république moldave. Les adresses sont les suivantes:

Président de la Cour Tribunal populaire du secteur Buyukan ul. M. Vistyazul, d.2 Kishinev-1, Moldavie

Ministre de la Justice ul. Stefan cheu Mare, d.73 Kishinev-12, Moldavie

Secrétariat de la commission des droits de l'homme du parlement moldave Parlement ul. Stefan cheu Mare, d.105
Kishinev-1, Moldavie

Président Mircha lon Snegur Pl. Velikogo Natsionalnogo Sobraniya, d.1 Kishinev-1, Moldavie

Information transmise par "Press Release" de Workers Solidarity Alliance (WSA) section nord-américaine de l'AIT

A propos d'Alain Bihr et du "collectivisme bureaucratique"

ARIANE

A la fin de l'année dernière le périodique A contre courant syndical et politique (c/o RS 68, BP 2123, 68060 Mulhouse cedex) publiait un long article de son collaborateur Alain Bihr, intitulé: «le "communisme" est mort! Vive le communisme?» C'est cet article qui a inspiré les pages qui suivent. Il est utile, je pense, que j'explique ma démarche. Les thèses défendues par A. Bihr, en particulier son idée de renoncer au concept "capitalisme d'Etat" pour désigner les défunts régimes de l'Est ont suscité quelques remous parmi les lecteurs et collaborateurs de ce périodique, réactions qu'A. Bihr a lui-même commenté dans un article postérieur. N'étant pas satisfaite des réponses apportées, j'ai eu envie de poursuivre le débat dans l'Affranchi.

A contre courant a le mérite d'être l'une des rares publications françaises dans laquelle s'expriment différentes sensibilités assez proches des nôtres: autogestionnaires, conseillistes, syndicalistes-révolutionnaires, marxistes libertaires... A. Bihr quant à lui est un sociologue qui commence à être connu du public, il a déjà écrit plusieurs livres, il collabore occasionnellement au "Monde diplomatique" et commence à être considéré en France comme un spécialiste de l'évolution de la lutte des classes. En bref c'est quelqu'un qui a une certaine influence, entre autre dans le milieu libertaire, c'est pourquoi je pense qu'il n'est pas inutile de discuter ses thèses.

Comme je ne partage pas ses vues sur les ex-régimes de l'Est, ni d'ailleurs sur les perspectives qu'il entrevoit pour le mouvement ouvrier aujourd'hui, j'ai pensé qu'il était intéressant de mettre à jour le modèle de pensée qui sous-tend ses raisonnements. Ce modèle est une des variantes de l'analyse marxiste. Je vais ici, en m'appuyant sur ses propos, essayer de présenter les impasses qu'implique l'attachement à ce mode de pensée. En indiquant aussi quelques autres pistes de réflexion qui me semblent plus fécondes pour comprendre notre monde et le transformer.

Alain Bihr donne d'abord une définition du communisme. En s'appuyant sur Marx et Engels, il nous dit que le communisme est un fait objectif: le mouvement réel qui abolit l'état actuel. Les conditions de ce mouvement résultent des prémisses actuellement existantes ¹. Mais que c'est aussi un fait subjectif, un projet qui depuis la nuit des temps n'a cessé de réémerger (...) à tous les grands moments de la lutte des opprimés.

Le communisme se définirait par la fin de l'économique, c'est-à-dire la fin des rapports marchands, remplacés par des procédures démocratiques de planification, la fin du politique, (...) la fin de la division de la société en classes (...). Mais aussi la fin de la division de l'humanité en nationalités, ethnies, peuples, cultures, etc. Pour A. Bihr, les régimes qui sévissaient naguère à l'Est n'avaient, ni de près ni de loin, rien de commun avec ce projet. Ces régimes n'étaient pas non plus "socialistes" dans la mesure où le socialisme est la phase de transition qui doit mener du capitalisme au communisme, il (...) manquait [à ces régimes] une condition essentielle pour assurer une telle transition: la maîtrise par les producteurs directs du procès social de production (...). Celui-ci étant entre les mains d'instances bureaucratiques...

Quelle était alors la nature de ces régimes? A ce point de son exposé A. Bihr propose de renoncer à la notion de "capitalisme d'Etat" ² et d'adopter le terme "collectivisme bureaucratique". Pourquoi? Il nous dit que ce sont les événements engendrés par la transition actuelle à l'Est qui l'ont amené à renoncer à la notion de capitalisme d'Etat. (...) vu l'ampleur des bouleversements qu'impliquent leur tentative de passage au capitalisme proprement dit (...) il s'agit visiblement d'autre chose que du simple passage d'une variante à une autre au sein d'un même modèle

¹ Les citations en *italique* dont la source n'est pas précisée proviennent de l'article d'A.Bihr, paru en deux parties sous le titre «le "communisme" est mort! vive le communisme?» A contre courant syndical et politique (ACC) n° 27 - sept. 91 et n° 28 - oct. 91 ou du complément apporté par A. Bihr, sous le même titre, dans le n° 31 d'ACC - fév. 92.

² Notons au passage qu'A. Bihr utilisait encore le concept capitalisme d'Etat" dans son livre paru l'année dernière, je le cite:"... si la même "logique" productiviste exerce son oeuvre destructrice à l'Est comme à l'Ouest, c'est que les mêmes rapports capitalistes de production y prédominaient, quoique sous des formes juridiques, politiques et idéologiques différents." Alain Bihr, Du "grand soir" à "l'alternative" Le mouvement ouvrier européen en crise, Paris, Editions ouvrières, 1991, p. 136.

(mode de production). Mais il s'efforce aussi de démontrer que ce concept n'a jamais tenu la route. D'après lui, pour qu'il y ait capitalisme, il faut qu'il y ait un marché de la force de travail, un marché des moyens de production, et un marché financier. Institutions qui, selon Bihr, étaient inexistantes. Cela prouverait que les régimes de l'Est avaient rompu avec la logique capitaliste de développement.

Il nous dit aussi que les contradictions et confusions du concept "capitalisme d'Etat" l'avaient toujours frappé, et ajoute ce qui suit (C'est A. Bihr qui parle): si je me suis retenu jusqu'à présent de (...) souligner [ces contradictions], c'est que la notion de "capitalisme d'Etat" me paraissait fournir, en dépit de sa faiblesse théorique, une arme politique (polémique) efficace dans la dénonciation du "mensonge déconcertant" sur la nature "socialiste" des pays de l'Est.

Et l'honnêteté intellectuelle là dedans!? Ne dit-on pas que seule la vérité est révolutionnaire...

Poursuivant sa démonstration, A. Bihr nous dit que pour comprendre la nature de ces régimes, il faut revenir à leur matrice qui serait le "modèle social-démocrate". Ce modèle les pays de l'Est en auraient réalisé une version "dure": le collectivisme bureaucratique, alors que les occidentaux en aurait connu une version "molle": le fordisme. Un des traits constitutifs de ce modèle serait une conception apocalyptique de la révolution, censée produire un renversement instantané du capitalisme, se confondant (...) avec la prise du pouvoir d'Etat. Ce fétichisme de l'Etat impliquant la subordination du prolétariat aux intellectuels révolutionnaires, issus de ce qu'A. Bihr déclare avoir identifié comme une classe sociale à part entière: l'encadrement capitaliste.

Le modèle social-démocrate du mouvement

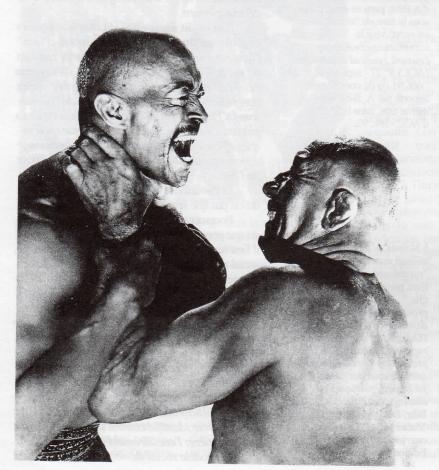
ouvrier serait aujourd'hui en crise, aussi bien à l'Est qu'à l'Ouest, parce que parvenu au terme de sa course historique, [et] ayant épuisé toutes ses potentialités...Pour dépasser cette crise A. Bihr nous propose de partir de l'hypothèse que la transition du capitalisme au communisme a d'ores et déjà commencé et qu'elle doit se poursuivre à l'intérieur du capitalisme lui-même. Cette transition il la conçoit comme un lent et complexe mouvement de réappropriation par la société (...) des conditions naturelles et sociales de sa propre existence, à la faveur du développement d'une démocratie directe et autogestionnaire (...) ce qui implique la lente construction d'une "socialité alternative" (...) appuyée sur des réseaux de contre pouvoirs...

Je vais maintenant faire une relecture critique des thèses d'A. Bihr en partant du concept "collectivisme bureaucratique" qui me semble constituer l'une des clés de son raisonnement.

LES PAYS DE L'EST ÉTAIENT-ILS COLLECTIVISTES?

Certainement pas! Je ne fais pas partie de ceux qui tiennent absolument au terme "capitalisme d'Etat". Pas besoin d'être très malin pour comprendre que le modèle économique du capitalisme, élaboré par Marx à partir de la société de son temps, ne s'appliquait pas à l'économie planifiée qu'ont connue les pays de l'Est, pas plus

⁴ Bruno Rizzi, l'URSS: collectivisme bureaucratique -La bureaucratisation du monde lère partie, Paris, Ed. Champ libre, 1976. (lère édition 1939).



³ C'est ce que rappelle un copain du cercle Berneri dans un bulletin consacré à une série de réflexion sur le thème du "capitalisme d'Etat" ainsi que sur les événements de l'Est. Bulletin du cercle Berneri, No 2, avril 1992. Cercle Berneri s/c

CNT - 33, rue des Vignoles,

75020 Paris.

d'ailleurs qu'il ne s'applique aux sociétés qui sont les nôtres aujourd'hui...

Certes les mots n'ont que le sens que l'on veut bien leur donner³, mais je pense que pour qu'un large débat soit possible il faut utiliser les mots dans leur acception la plus courante, celle qui est connue du public et dont on trouve la définition dans les dictionnaires. Ainsi utiliser le terme "collectivisme" pour désigner les anciens régimes de l'Est est tout-à-fait inacceptable. Ce terme fait référence à un débat ancien, mais encore actuel, entre collectivistes anarchistes et communistes libertaires. Pour les anarchistes qui s'en réclament, le collectivisme se situe entre les deux extrêmes que sont le communisme et l'individualisme; il prévoit la mise en commun de tous les instruments de travail, mais les objets de consommation restent propriété de chaque travailleur qui peut y compris les transmettre en héritage. La rétribution est fonction du travail accompli. Par contre, suivant l'idéal communiste libertaire, l'accès aux biens doit être égalitaire quel que soit le travail fourni, il se réalise par la "prise au tas" suivant la devise: à chacun selon ses

Si l'on s'en réfère au sens commun, le terme collectivisme est généralement considéré comme le synonyme de communisme ou de socialisme. Les régimes de l'Est, n'ayant jamais été ni communistes, ni socialistes, utiliser le terme collectivisme pour les désigner ne peut qu'engendrer la confusion, une confusion qui a déjà duré 75 ans!

LE TERME "COLLECTIVISME BUREAUCRATIQUE" N'EST PAS NOUVEAU

Ce concept a été utilisé en premier par le dissident trotskiste Bruno Rizzi en 1939(!). Cet auteur, beaucoup pillé mais rarement cité, tentait en vain de convaincre Trotsky et ses disciples de l'existence, en URSS, d'une nouvelle classe "petite-bourgeoise", "bureaucratique", exploitant collectivement le prolétariat. Pour Rizzi, le système mis en place en URSS était supérieur au précédent en ce sens qu'il résolvait, d'un point de vue social, l'insoutenable antagonisme qui rendait la société capitaliste incapable de tout progrès. En ce qui concerne l'Occident, Rizzi le voyait aussi rompre avec la logique capitaliste et se bureaucratiser rapidement, en particulier dans les régimes fascistes et nazis de l'époque.

A. Bihr ne dit pas exactement la même chose, mais son modèle de raisonnement est le même. Il s'agit d'ajouter une étape au matérialisme historique selon Karl Marx. Voici en substance la teneur de son message: contrairement à ce qu'avait prévu Marx les contradictions du capitalisme n'ont pas amené à la société sans classes, pourquoi? Parce qu'une nouvelle classe non prévue par Marx, la bureaucratie, s'est constituée au sein du capitalisme et a profité des contradictions de ce système pour instaurer son règne. Cela colle parfaitement aux explications

que Marx a donné de l'apparition de la bourgeoisie, cette classe qui naît au sein de la société féodale et qui parvient ensuite à instaurer son pouvoir de façon plus ou moins révolutionnaire selon les pays. Si Rizzi allait remettre en cause ce modèle⁵, pour A. Bihr la prophétie de K. Marx reste valable et le jour où la bureaucratie meurt de ses propres contradictions le communisme n'est plus très loin... C'est ce type de raisonnement qui lui permet d'avancer l'idée absurde suivant laquelle la transition du capitalisme au communisme aurait d'ores et déjà commencé...

Cette variation sur thème connu est accompagnée d'un certain nombre de simplifications hasardeuses, comme celle qui voudrait que ce modèle "social-démocrate" qu'A. Bihr voit aujourd'hui en crise à l'Est comme à l'Ouest ait comme trait constitutif une prétendue conception apocalyptique de la révolution. Or il est parfaitement faux d'assimiler les sociaux-démocrates (qui pensent depuis fort longtemps que le socialisme s'imposera par une prise en main progressive de l'Etat) aux marxistes-léninistes (qui eux sont pour une prise révolutionnaire du même Etat). Mais par ce tour de passe passe, Bihr remet implicitement en cause toute idée de renversement violent du système. La révolution? Ce ne peut être que la prise du pouvoir par une minorité!

Finalement, en conservant l'hypothèse marxiste qui prétend que le socialisme va naître de façon plus ou moins automatique des contradictions du système, Bihr met en avant une sorte de réformisme libertaire: la lente construction d'une "socialité alternative"...

POUR COMPRENDRE CE QUI S'EST PASSÉ À L'EST IL FAUT PARTIR DE LA RÉALITÉ

L'analyse que Bihr fait des anciens régimes de l'Est est tributaire de sa conception marxiste de l'histoire. Il vaudrait mieux, pour comprendre le fonctionnement de ces systèmes, les étudier à partir des données disponibles et non à partir d'un cadre pré-établi dans lequel on essaie de les faire entrer.

C'est ce qu'a tenté Jacques Sapir, un économiste qui apporte un éclairage original et assez convainquant de ce type d'économie. Pour cet auteur, dont je vais très brièvement présenter les thèses, l'économie soviétique serait un cas limite des systèmes marchands et salariaux ⁶. La logique de ce système serait la même que celle des économies de guerre. Sapir voit une continuité entre les institutions économiques héritées de la mobilisation tsariste et le système soviétique qui serait, en quelque sorte, une économie de guerre en temps de paix; ce qu'il appelle une "économie mobilisée".

Contrairement à ce que l'on pourrait croire, l'économie soviétique n'a pas toujours été inefficace. Grâce à cette "économie mobilisée", un pays "arriéré" comme la Russie a pu devenir une grande puissance mondiale. Comme le capita⁵ Rizzi devait remettre en cause cette conception, voici ce qu'il en disait vingt ans plus tard: "Dès 1939, j'avais découvert la propriété de classe en Russie et j'en informais Trotsky que j'aimais et tenais même pour un maître... Une propriété nouvelle supposait l'existence d'une nouvelle classe dirigeante. (...) Sans nul doute il s'agissait d'une société nouvelle, ni capitaliste, si socialiste. Je l'appelai régime du "collectivisme bureaucratique", mais comme le marxisme et l'université avaient toujours escompté un progrès mécanique et inéluctable, j'ai cru qu'il s'agissait d'une société progressive entre le capitalisme et le socialisme. Je me trompais..." Le contrat social, III, 1959, cité par G. Busino In: Elites et bureaucratie, Genève, Droz, 1988.

⁶ Jacques Sapir, *L'économie* mobilisée - Essai sur les économies de type soviétique, Paris, La Découverte, 1990. p.24 Cet ouvrage est très instructif, mais parfois difficile, car il s'adresse à des économistes.

lisme classique, l'économie mobilisée suit des cycles, connaît des contradictions et des crises graves. Les grandes purges qu'a connu l'URSS dans les années 30 ont été provoquées par l'impossibilité (pour des raisons idéologiques) d'identifier des crises inhérentes à la logique économique du système. Les responsables qui croyaient avoir mis en place une économie parfaite, ne pouvaient expliquer les problèmes que par l'existence de prétendus saboteurs qu'il fallait éliminer...

Il est surprenant de constater que dans ce genre de système, comme dans le système libéral, il existe une concurrence entre les directeurs d'usine. La différence c'est que celle-ci s'exerce en amont, sur le plan des approvisionnements en matières premières et en main-d'oeuvre, et non pas en aval au niveau de la vente. Le manager soviétique n'avait pas à se soucier de vendre les produits de son entreprise, mais il devait répondre aux exigences prévues par le plan. Pour cela il devait d'une part soudoyer les fonctionnaires chargés de la distribution des approvisionnements, ce qui explique la corruption; et d'autre part offrir de "meilleures" conditions de travail que ses concurrents aux travailleurs qualifiés. Une concurrence de même type existait entre les ministères des différents secteurs... On peut expliquer ainsi pourquoi, à qualification et pénibilité égale du travail, des différences de salaire allant du simple au triple existaient dans les pays de l'Est, situation qui implique nécessairement l'existence d'un marché de la force de travail, contrairement à ce qu'affirme A. Bihr.

Signalons pour finir que ce type d'économie favorise un développement extensif, alors que celui que procure le système libéral est intensif. En URSS on produisait avant tout des "instruments de production", une industrie lourde... L'accroissement de la productivité s'est affaiblie au cours des années. Dans les années 80 les éco-

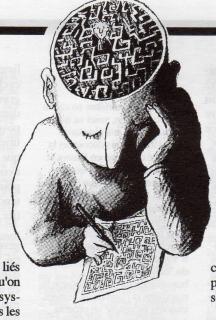


nomistes occidentaux et soviétiques considéraient que la productivité en URSS était inférieure de moitié environ à celle des USA 7.

L'origine de la Pérestroïka est à rechercher dans un contexte de crise du système et dans une prise de conscience, par
les dirigeants soviétiques, des limites de
leur économie, limites qui entravaient leur
projet de rattraper, voire dépasser la puissance des USA. De là la volonté d'un certain nombre de ces dirigeants de réformer
leur système. Les bouleversements que
nous pouvons observer aujourd'hui sont aussi liés
à une fascination pour le système libéral qu'on
veut imposer sans transition alors que ce système, s'il est bénéfique pour certains (toujours les
mêmes semble-t-il), n'est pas exempt, comme
chacun le sait, de contradictions et de crises.

LE COMMUNISME EST-IL INÉLUCTABLE?

Contrairement à l'hypothèse avancée par A. Bihr, je ne pense pas que l'on puisse voir dans les crises parallèles du libéralisme et de l'économie mobilisée l'émergence d'une société sans classes. Je crois qu'il faut renoncer au messianisme marxiste pour qui le communisme est quelque chose de quasiment inéluctable, la suite logique du développement historique, qu'il suffirait de pousser dans la bonne direction. Le projet d'une société égalitaire est sans aucun doute plus nécessaire aujourd'hui que jamais, mais jusqu'à preuve



- ⁷ Bernard Chavance, *le système économique soviétique*, Paris, Le Sycomore, 1983, p.87.
- 8 Sur le plan des idées et des mentalités il est possible que nous ayons fait quelques pas dans la bonne direction, mais c'est encore à voir.
- ⁹ Voir Alain Bihr, *Du "grand soir" à "l'alternative"* op. cit. p. 243

[...] «Le communisme est la voie qui mène à l'anarchie»: c'est là toute la théorie des bolcheviks, toute la théorie des marxistes et des socialistes étatistes de toutes les écoles. Ils reconnaissent tous que l'anarchie est un idéal sublime, qu'elle est le but vers lequel marche, ou devrait marcher, l'humanité; mais ils veulent tous accéder au pouvoir pour pousser et contraindre les gens à marcher dans la bonne voie. Les anarchistes disent au contraire, que l'anarchie est la voie qui mène au communisme... ou ailleurs.

Faire le communisme avant l'anarchie, c'est-à-dire avant d'avoir conquis la totale liberté politique et économique, cela voudrait dire (comme se fut le cas en Russie) établir la plus odieuse des tyrannies, capable de faire regretter le régime bourgeois, et revenir au capitalisme (comme ils le feront malheureusement en Russie); et ceci, parce qu'il ne serait pas possible d'organiser une vie sociale supportable [...].

Errico Malatesta, Umanità Nova, 25 octobre 1921

du contraire on ne peut affirmer que sa réalisation soit plus facile maintenant qu'elle ne l'était il y a cinquante ou cent ans, voire au temps de Spartacus⁸. Nos société sont matériellement capables de produire beaucoup plus de ressources que jamais cela n'a été possible, mais elles produisent aussi des besoins insatiables, des inégalités invraisemblables, des destructions irrémédiables de notre éco-système... qui rendent notre tâche difficile. Prenons un exemple: les collectivités agricoles et industrielles de la révolution espagnole se sont réalisées dans des villes et villages qui avaient encore une taille humaine. Comment

¹⁰ Ibid. Voir le chapitre XIII: vers un modèle néo-socialdémocrate du mouvement ouvrier? transformera-t-on les mégalopoles d'aujourd'hui en des entités dans lesquelles les hommes puissent réellement participer démocratiquement à la gestion commune? Il y à là tout un terrain à débroussailler si nous voulons être crédibles.

Dans ce sens, la construction d'une socialité alternative, ne peut être considérée comme une lente transition du capitalisme au communisme. Non pas que les expériences autogestionnaires soient à rejeter, mais il faut en voir les limites. Pour moi il s'agit avant tout de propagande par le fait,

ces expériences démontrent qu'une autre vie est possible, elle ne modifient pas la nature de la société.

RENONCER À LA RÉVOLUTION?

A. Bihr reproche aux syndicalistes révolutionnaires l'idée de grève générale insurrectionnelle qu'il classifie parmi les conceptions apocalyptiques de la révolution qu'il rejette ⁹ En ce qui me concerne je lui reprocherais d'avoir une conception apocalyptique du communisme. La description qu'il en fait donne par moment l'idée d'une immense fourmilière sans contradiction. Souhaitons-nous vraiment la fin de la division de l'humanité (...) en cultures différentes, je ne le pense pas. Société égalitaire ne veut pas dire société uniforme et sans contradiction. Comme A. Bihr nous voulons la fin de l'aliénation marchande et capitaliste, mais pas la fin de l'économique, en tout cas pas si l'on entend par "économique" le domaine qui a trait à la production, à la distribution et à la consommation des biens matériels. Dans une société communiste libertaire des solutions économiques différentes pourront être expérimentées: collectivisme, communisme et autre. La liberté ira de paire avec l'appui mutuel et la solidarité.

Pour conclure je dirais que le fait qu'A. Bihr nous propose de renoncer au "grand soir", à l'idée de révolution. Le fait qu'il mette en avant, comme alternative, d'approfondir dans une direction autogestionnaire, un projet néo-social-démocrate lui-même en mauvaise passe ¹⁰, ne s'explique que par son attachement à un modèle de pensée en déroute, le modèle marxiste.

La révolution vue comme un moment où les opprimés sortent de leur torpeur pour faire exploser au grand jour leur force et leur créativité est toujours à l'ordre du jour, surtout dans cette société qui nous soumet à des crises, à des bouleversements continus qui portent inévitablement en eux des explosions sociales.

Mais pour que nous ayons une chance de participer à une révolution véritablement libertaire, il faut préalablement diffuser nos idées, nous organiser, créer des rapports de force, faire des expériences d'auto-organisation les plus larges et/ou les plus exemplaires possibles. Rien n'est gagné d'avance, mais cela vaut la peine d'essayer.

Les dangers de la cocaïne

Une proposition... qui ne sera pas acceptée

L existe en France des lois très dures contre ceux qui consomment ou trafiquent de la cocaïne. Et comme d'habitude le mal s'étend, s'aggrave malgré les lois et même à cause d'elles. La même chose se produit dans le reste de l'Europe et en Amérique. Le docter ou trais suffir, de

Le docteur Courtois Suffir, de l'académie française de médecine, qui a donné l'alarme l'an passé, constate l'échec de la législation pénale et demande... de nouvelles lois plus sévères.

C'est l'erreur classique des législateurs; l'expérience démontrant toujours et invariablement que jamais la loi, pour barbare qu'elle soit, n'est parvenue à supprimer un vice ni à dissuader le délit.

Plus sévères seront les peines imposées aux consommateurs et vendeurs de cocaïne, plus l'attirance des consommateurs pour le fruit défendu et la fascination du danger augmentera. De même, l'appât du gain qui est déjà puissant chez les spéculateurs, le sera encore plus avec cette loi.

Voyant qu'il est inutile de faire confiance aux lois, nous proposons un autre remède: déclarer libre la consommation et le commerce de la cocaïne, et ouvrir des lieux où la cocaïne se vende au prix de production, voire même en dessous. En réalisant immédiatement une importante propagande pour expliquer au public les dangers de la cocaïne; personne ne fera de contre-propagande parce que plus personne ne pourra gagner de l'argent sur le dos des cocaïnomanes.

Bien sûr cela ne fera pas

disparaître l'usage nocif de la cocaïne, car les causes sociales responsables des malheurs qui incitent à la consommation de stupéfiants subsisteront. Mais quoi qu'il en soit, le mal diminuera, déjà parce que plus personne ne pourra tirer bénéfice de la vente de drogue, ni spéculer sur la capture des trafiquants.

Pour cela notre proposition ne sera pas prise en considération ou sera considérée comme chimérique et folle.

Mais les personnes intelligentes et désintéressées pourraient se dire: puisque les lois pénales ont démontré leur impuissance, même si ce n'est qu'à titre d'expérience, pourquoi ne pas essayer la méthode anarchiste?

Errico Malatesta - Umanita Nova, 10 août 1922

E texte a 70 ans, mais quelle actualité! Aujourd'hui de plus en plus de gens, confrontés aux problèmes de la toxicomanie, sont arrivés à cette conclusion qui est aussi la nôtre: la répression ne résout rien. Le commerce illicite des stupéfiants a eu comme résultat d'enrichir un certain nombre de maffias, de blanchisseurs d'argent sale et différents groupes armés qui entretiennent des conflits sanglants en Afghanistan, au Liban, en Amérique latine ou ailleurs.

Et comme Malatesta le prévoyait si bien, la consommation a augmenté.

Les idées qu'il avançait commencent à être prises en considération par les spécialistes. Il est question maintenant, en Suisse, de prescrire de l'héroïne sous contrôle médical, de façon expérimentale (ce qui se fait déjà en Grande-Bretagne).

Certains osent même dire que la légalisation des drogues interdites aurait pour effet de priver de ressources ceux qui vivent du trafic (voir le livre de Ch.-H. de Choiseul Praslin - La drogue, une économie dynamisée par la répression, Paris, Presses du CNRS, 1991).

En tout état de cause, il faut permettre aux toxico-dépendants de sortir de l'enfer dans lequel la recherche de drogue à n'importe quel prix les enferme. Misère, prostitution, délinquance, petit trafic... voilà à quoi en sont réduit beaucoup d'entre-eux. Il faut arrêter de se voiler la face, de nier une réalité que la prison et le gendarme ne peuvent modifier.

Il faut aussi rappeler que les drogues légales (alcool, tabac, tranquillisants...) tuent plus que les drogues illégales. Ceci malgré l'épidémie de SIDA qui s'est propagée chez les héroïnomanes, à cause de la clandestinité à laquelle ils ont été condamnés (impossibilité de trouver des seringues non usagées).

Il est urgent de mettre en avant des propositions comme celles de Malatesta et surtout de casser les discours démagogiques des politiciens qui font du "drogué" le bouc émissaire idéal sur le dos duquel on peut faire carrière en utilisant habilement les peurs du public.

Communiqués

Deuxième rencontre interaméricaine des sections de l'AIT

Le 31 octobre, les 1er et 2 novembre 92 aura lieu à Sao Paulo (Brésil) la seconde rencontre des sections de l'AIT des deux Amériques. Les thèmes de discussion seront:

— développement de l'action des sections de l'AIT et des groupes syndicaux sympathisants en Amérique.

— Le nouvel ordre politico-économique du continent et l'AIT comme option pour les syndicats, contre l'autoritarisme et le réformisme.

Conférence à Berlin

La Freie Arbeiterinnen - und Arbeiter - Union (FAU) section allemande de l'AIT organise à Berlin, du 25 au 29 novembre 92 une rencontre anarchosyndicaliste européenne de l'Est et de l'Ouest. Cette rencontre ne portera pas sur un thème particulier, mais les participants sont appelés à parler de la situation du mouvement anarchiste et des luttes radicales des travailleurs dans leurs pays respectifs.

Ils aborderont aussi le thème des droits syndicaux et celui de la situation sociale de leur pays.

Plénum de l'AIT Décembre 1992

Le prochain plénum de l'AIT aura lieu les 19 et 20 décembre 92 à Madrid. Plusieurs points sont à l'ordre du jour, dont la ratification des décisions du dernier congrès.

AVIS À NOS LECTEURS ÉTRANGERS PAS DE CHÈQUES SVP. UTILISEZ UNIQUEMENT UN MANDAT POSTAL INTERNATIONAL

	5 NUMEROS	15 frs. (60FF)
	SOUTIEN	30 frs.ou plus
Nom:—		-Prénom:-
Adres	se:	al agent to draw ma
NP:—	Localité:	Pays:
	A retour	ner à:
	Réflexions S Case posto 1000 Lausanno SUISS	ale 213 e 6 Ouchy
	Versement à A. Bösige	r ccp 12-17661-5

SOUSCRIPTION PERMANENTE liste n°2 J.-P. G. France 90 FF J. C. G. France 40 FF J.P.N Tessin 30.-M.T. Vaud 15.-J. P. S. Neuchâtel 20.-A.S. Genève 30.-C.C. Vaud 20.-J.P. Vaud 30.-A.R. Vaud 35.-R.J. Vaud 10.-P.L. Vaud 10.-C.C. France 16.-K.M.K. Pays-Bas 5.-